



Déclaration de la commission Exécutive du 16 décembre 2020

Construisons le rapport de force pour gagner sur nos revendications

Depuis plusieurs mois, le Président a pris l'habitude de réunir le Conseil de Défense dans lequel les décisions prises sont classées « secret défense » et qui préserve ses membres de toutes poursuites judiciaires pour ne pas avoir à répondre des erreurs commises.

En ce qui concerne le (dé)confinement et ses mesures pseudo-sanitaires, nous soutenons nos camarades du secteur de la culture "non-essentielle", face aux interdictions de travailler pour des raisons aussi mystérieuses qu'absurdes. Ils étaient des milliers rassemblés place de la Bastille ce 15 décembre pour exiger la réouverture de leurs lieux de travail. En effet, pourquoi les clients des centres commerciaux qui se croisent par milliers, qui touchent les mêmes rampes, les mêmes « caddies », etc. seraient-ils plus protégés que des spectateurs au cinéma ou au théâtre ?!

Dans cette même « logique » changeante du « conseil scientifique », la fréquentation des écoles et établissements scolaires deviendrait au « libre choix » des parents jeudi 17 et vendredi 18 décembre car les enfants non contaminants depuis 3 mois le deviendraient brusquement avant Noël.

Une chose est sûre, ce gouvernement veut mettre nos cerveaux en confinement mais nous ne l'acceptons plus !

La proposition de loi relative à la « Sécurité globale » qui, sous couvert de protéger les forces de l'ordre, porte atteinte aux libertés et droits fondamentaux (liberté d'information, liberté de circulation, liberté de manifestation). Cette loi, c'est également la volonté de transférer des compétences de la Police Nationale vers les Polices Municipales (PM) et le Secteur de la Sécurité Privée (SSP) en accroissant leurs prérogatives, par exemple pour les PM l'élargissement de leur domaine de d'intervention sur la voie publique (Manifestation sportive, etc.) et pour les SSP en leur permettant de constater des infractions qui relèvent de la Sécurité Intérieure.

Et encore mieux, le gouvernement décide de publier dans la plus grande discrétion le vendredi 4 décembre trois décrets qui élargissent les possibilités de fichage de la police, notamment en recueillant les données relatives aux opinions politiques, syndicales, philosophiques etc. sous prétexte « *de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, à l'intégrité du territoire, ou des institutions de la République* ».

Ces décrets constituent une atteinte grave à nos libertés individuelles et collectives.

Depuis le 17 novembre, et malgré son adoption par l'Assemblée Nationale en première lecture, les manifestations pour exiger le retrait de cette loi dite de "sécurité globale" se sont multipliées. L'UD FO 95 avec l'URIF FO ont appelé leurs militants à y participer et continueront de le faire jusqu'au retrait.

Dans cette période si difficile pour tous les salarié(e)s, retraité(e)s et demandeurs d'emploi, qu'il s'agisse des conséquences des plans de licenciements, du télétravail, des protections sanitaires mal ou pas respectées par les employeurs, les revendications ne restent pas confinées !

Ainsi, dans le Val d'Oise, nos camarades de la Griffine ont organisé une grève qui a fait reculer la direction sur la remise en cause des acquis et permis l'ouverture de vraies négociations salariales. Du fait de la grève, Ikéa Franconville était totalement fermé samedi 12 décembre.

Ils ont raison ! C'est bien dès à présent qu'il faut constituer le rapport de force pour gagner sur toutes les revendications !

La commission exécutive de l'UD FO 95 considère que Force Ouvrière doit affirmer clairement, et à tous les niveaux, la revendication de RETRAIT total de la loi sur la "sécurité globale". Rien ne saurait justifier une régression exceptionnelle des droits des salariés comme des libertés individuelles et collectives !